

## L'ONU rappelle l'urgence de relancer les aides au développement

LE MONDE | 17.01.05 | 14h32

**Une conférence du PNUD, agence des Nations unies, s'ouvre à Paris, lundi 17 janvier, pour faire un bilan d'étape du processus du Millénaire, qui ambitionne de réduire par deux la pauvreté d'ici à 2015. La Grande-Bretagne, de son côté, propos un "nouveau plan Marshall" pour l'Afrique.**

Le ministre français des affaires étrangères, Michel Barnier, et l'administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Mark Malloch Brown, ont ouvert, lundi 17 janvier à Paris, le 3<sup>e</sup> Forum sur le développement humain, organisé sous le patronage de Jacques Chirac.

L'édition 2005 de ce Forum représente plus qu'une énième réunion sur le développement. Pour Michel Barnier, c'est *"la première occasion"* d'ouvrir une année 2005 *"décisive"* en mettant en relation tous les acteurs du développement pour trouver *"des solutions durables et justes"* aux questions de développement.

Décisive, cette année l'est à plusieurs titres. La tragédie du Sud-Est asiatique est venue rappeler brutalement le lien qui existe entre la capacité des pays à faire face à de tels événements et leur niveau de développement. Elle rend d'autant plus urgent d'atteindre les "objectifs du Millénaire" - diviser par deux la pauvreté et la faim dans le monde d'ici 2015 - fixés par l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2000. Mais *"à un tiers du parcours, les perspectives ne sont pas satisfaisantes"*, rappelle M. Barnier.

Le compte à rebours a pourtant commencé. Les chefs d'Etat et de gouvernements ont rendez-vous à New York, lors du 60<sup>e</sup> anniversaire de l'Organisation des Nations unies (ONU) pour dresser un premier bilan, cinq ans après ces engagements.

En 2003 déjà, le PNUD avait tiré la sonnette d'alarme, qualifiant de *"désespérante"* la dernière décennie. Le rapport que devait remettre, lundi, Jeffrey Sachs, professeur à l'université de Columbia, au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, dont il est le conseiller spécial pour les "objectifs du Millénaire" n'est pas plus optimiste. Entre 1999 et 2002, le revenu moyen a bien augmenté de 22 %, lit-on dans le rapport. Le nombre de personnes en état d'extrême pauvreté s'est réduit de quelque 130 millions. Le taux de mortalité infantile a baissé et l'espérance de vie a augmenté de 63 à 65 ans. *"Mais ces progrès ne sont pas uniformes"*. Il existe de grandes disparités entre les pays et à l'intérieur d'un même pays. Entre 1990 et 2001, le nombre de personnes vivant avec moins de 1 dollar par jour dans le sous-continent est passé de 227 millions à 313 millions ; de 6 millions à 7 millions au Moyen-Orient et en Afrique du nord ; de 2 millions à 157 millions dans les anciens pays satellites de l'URSS ; de 49 millions à 50 millions en Amérique latine. Seule l'Asie est parvenue à inverser la tendance, réduisant le nombre de pauvres de 472 millions en 1990 à 271 millions en 2001.

L'Afrique subsaharienne *"est l'épicentre de la crise"*. Le premier ministre britannique, Tony Blair, dont le pays préside le G8 en 2005, fait le même constat et a appelé à un *"nouveau plan Marshall"* en faveur de l'Afrique. Nelson Mandela viendra spécialement à Londres en février pour défendre cette idée devant le G7.

### "FEUILLE DE ROUTE"

L'initiative britannique et sa volonté affichée de mettre sa présidence sous le signe du développement vont renforcer les pressions sur les gouvernements. Le rapport de M. Sachs leur fournit une "feuille de route".

Côté pays en développement, il rappelle que la mauvaise gouvernance est un frein majeur au progrès. Côté pays riches, le constat est sans appel : il manque de l'argent *"pour financer et mettre en œuvre les interventions sur une grande échelle"*. Là, tout ou presque est à faire. *"Les agences multilatérales ne coordonnent pas suffisamment leurs efforts ; l'aide publique au développement n'est pas en adéquation avec les objectifs, pas plus que le traitement de la dette"*, indique le rapport.

Pour réussir, insiste M. Sachs, il faut réaffirmer haut et fort l'engagement des agences et des gouvernements ; adapter l'aide selon les pays ; étendre les annulations de dettes, privilégier les dons plutôt que les prêts et identifier des pays qui peuvent aller plus vite que les autres (*fast-track countries*)... et trouver 121 milliards de dollars par an en 2006, une somme qui s'élèvera progressivement pour atteindre 135 milliards en 2015. Cela correspond à une augmentation à 0,44 % et 0,54 % de l'aide publique au développement des pays riches.

La France, a rappelé lundi M. Barnier, s'est engagée à porter son aide publique au développement de 0,5 % en 2005 à 0,7 % en 2012. Le ministre des affaires étrangères a également annoncé une augmentation de 40 % de la contribution volontaire française aux agences de l'ONU, soit un effort de 20 millions d'euros supplémentaires en 2005.

### Babette Stern

• ARTICLE PARU DANS L'EDITION DU 18.01.05

[S'abonner au Monde.fr - 6€ par mois](#)

**Usage strictement personnel.** L'utilisateur du site reconnaît avoir pris connaissance de la [licence](#) de droits d'usage, en accepter et en respecter les dispositions.

[Politique](#) de confidentialité du site. [Besoin d'aide ?](#) [faq.lemonde.fr](http://faq.lemonde.fr)